



**MAIRIE DE CABRIES**

Hôtel de Ville  
Place Ange Estève  
13 480 CABRIES  
Tel : 04.42.28.14.00  
Fax : 04.42.28.14.20  
Mail : maire@cabries.fr

# ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°2026/001/E

**Objet : autorisation d'occupation temporaire du domaine public accordée à la société « ENK (Braséro) » à l'occasion du « Carnaval » le 28 mars 2026, Place des Ecoles à Cabriès.**

---

## Le maire de la commune de Cabriès

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-22 point 16° et L. 2122-23 ;

**Vu** le cadre général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2121-1 et L.2122-1 et suivants ;

**Vu** l'article L113-2 du code de la voirie routière ;

**Vu** les articles L4111-1 et R418-1 et suivants du code de la route ;

**Vu** la délibération n°2020/029 du 15 juillet 2020 portant délégation du conseil municipal ;

**Vu** la décision n°2024/005/2346 portant actualisation des tarifs de l'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024 ;

**Considérant** la demande par laquelle la société « ENK (Braséro) » représentée par Madame Emmanuelle MANELLI a sollicité l'autorisation d'occuper le domaine public pour installer son Food-Truck sur la Place des Ecoles – avenue Auguste Mavy - 13480 CABRIES (coordonnées GPS 43.43654,5.38196), dans le cadre de la manifestation du « Carnaval »

**Considérant** la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des services publics communaux ;

## ARRÊTE

**en exécution des pouvoirs délégués susvisés,**

**ARTICLE 1 :** La société « ENK », domiciliée 36 rue Marjourano – 13480 CABRIES, est autorisée à occuper le domaine public, pour une redevance de vingt-deux euros par jour, avec consommation de fluides, en vue d'exploiter son Food-Truck.

**ARTICLE 2 :** L'autorisation est accordée au bénéficiaire pour un jour le 28 mars 2026, à l'occasion du « Carnaval » de 08h00 à 16h00. Cette autorisation est consentie à titre onéreux selon la tarification en vigueur au jour de l'occupation avec activité, **soit au total 22 euros pour le jour de l'évènement** avec consommation de fluides.

**Le bénéficiaire devra régler cette somme avant le 28 mars 2026, jour de l'évènement auprès du Régisseur de la Police Municipale de Cabriès à Calas.**

**ARTICLE 3 :** L'autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire, ni de droit au renouvellement. Elle peut être retirée à tout moment et suspendue sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité notamment en cas de non-respect des prescriptions techniques et conditions d'assurance fixées aux articles 4 et 5 ou pour tout autre motif d'intérêt général.

**ARTICLE 4** : L'implantation du Food-Truck est déterminée avec précision le jour même par un représentant de la mairie. Son installation ne doit en aucun cas entraver la libre circulation des véhicules ou des piétons. Le bénéficiaire s'engage à tenir en parfait état de propreté l'emprise et ses abords. Si un accès électrique lui est donné, le bénéficiaire fournit le matériel nécessaire et conforme à son branchement.

**ARTICLE 5** : Le bénéficiaire doit justifier d'une assurance en cours de validité à tout moment, sur simple demande de la mairie ou des forces de l'ordre.

**ARTICLE 6** : Les accidents de toute nature qui pourraient résulter de ladite occupation du domaine public, sont de la responsabilité de l'exploitant bénéficiaire de l'autorisation, tant vis-à-vis de la collectivité, que des tiers.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera affiché, notifié à Madame Emmanuelle MANELLI et publié ; ampliation en sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, représentant de l'État, ainsi qu'au comptable public, responsable de la Trésorerie de Berre l'Etang.

**ARTICLE 8** : Le Directeur Général des Services et le Directeur Général Adjoint Culture, Sports et Vie locale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9** : Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est précisé que ce Tribunal peut être saisi par tout justiciable de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen », accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Cabriès, le 23 MARS 2016

  
Madame Amapola VENTRON  
Maire de Cabriès  
Vice-Présidente de la Métropole  
Conseillère Départementale Déléguée